



N° BLE/71 - 30 juillet 1971

**PRÉSENCE ET TÉMOIGNAGE DES ÉGLISES CHRÉTIENNES
À LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT DES PAYS ISLAMIQUES DE LAHORE (22-
24 FEVRIER 1974)**

M. Borrmans

"L'Islam peut légitimement s'enorgueillir d'accomplir ce qu'aucune religion ne serait capable de réaliser : rassembler dans une même enceinte les représentants de peuples d'origines ethniques différentes et n'appartenant pas à la même aire géographique, d'Etats dotés de régimes politiques et sociaux différents, mais capables de prendre des positions communes concernant des problèmes internationaux. A cet égard, la conférence "au sommet" qui s'est tenue du 22 au 24 février à Lahore constitue un succès... " C'est ainsi que s'exprimait l'éditorial du Monde (Paris), dans son numéro du mardi 26 février dernier. Il insistait ensuite sur "les décisions spectaculaires adoptées à l'unanimité" concernant le conflit palestinien : "Israël est sommé d'évacuer immédiatement tous les territoires occupés en 1967, y compris le secteur arabe de Jérusalem, l'O. L. P. de M. Yasser Arafat est reconnue comme le seul représentant légitime du peuple palestinien ; les États-Unis sont critiqués pour leur soutien à l'Etat juif".

Sans doute, le titre disait assez quelles furent "les limites de la solidarité islamique", à Lahore. Hormis la réconciliation, elle aussi spectaculaire du Pakistan avec le Bangladesh, reconnu officiellement "au nom d'Allah" par le Président Zulfikar Ali Bhutto, "les résultats enregistrés dans les autres domaines sont plutôt minces", reconnaissait le même éditorial (1). "Aucune décision ne paraît annoncer la naissance de la communauté économique islamique... L'égoïsme naturel des riches paraît l'avoir emporté sur leurs aspirations spirituelles. La proposition du colonel Khadhafî concernant la vente du pétrole à prix réduit aux peuples déshérités n'a pas été retenue... C'est, en dernière analyse, le roi Fayçal et ses pairs qui ont tiré le plus grand profit de la conférence de Lahore... " Et c'est peut-être parce que le Président Boumediène "n'avait pas tort de déclarer, en substance, que la solidarité qui ne prend pas la forme de dollars risque fort de demeurer un vain mot", qu'il a pensé de son devoir d'aller à l'O. N. U. et d'y demander la tenue de ces assises extraordinaires où l'on devait discuter des "problèmes urgents" du Tiers-Monde, quant à ses ressources et à son développement.

Quarante cinq pays participaient à cette conférence, pays dont le quotidien local *The Pakistan Times* a donné les fiches d'identité islamique et économique (cf. l'annexe n° 2 du présent document). Les thèmes proposés avant la Conférence et reproduits par le dit journal disent assez quelles étaient les prétentions ou les ambitions des promoteurs de la Conférence : "Jérusalem et la tragédie de la Palestine, Stratégie économique pour le Monde musulman, Ressources économiques des Pays musulmans Renaissance du Monde musulman, la Science et le Monde de l'Islam, les Courants économiques des pays musulmans, Banque mondiale musulmane de développement, Potentialités économiques du Monde musulman, ... Marché commun musulman, l'Unité musulmane passant du romantisme au réalisme politique,... Reconstruction du Monde musulman, etc... " A Lahore, le "monde musulman", à travers ses hommes politiques, semblait donc devoir prendre conscience de sa réalité géo-économique, de sa puissance économique, de ses possibilités d'intervention économique-politiques,

de sa richesse aussi, ainsi que de ses populations, de manière à mieux conjuguer ses idées ("types d'économie") et ses forces pour présenter un nouveau style à la communauté internationale ("monde développé" luttant à égalité avec les pays dits développés et capables donc de présenter une alternative au Tiers-Monde). Il faut ajouter que la "détresse des Musulmans philippins" devait également y être particulièrement étudiée, suite à un rapport sur la visite aux Philippines de la délégation des Ministres des Affaires Étrangères, désignée par la Conférence de Benghazi. Mais ce Deuxième Sommet Islamique, dû à l'initiative du roi Fayçal d'Arabie et du Président Bhutto, du Pakistan, a vu également la présence d'Observateurs des Églises Chrétiennes.

La Délégation des Églises Chrétiennes à Lahore.

C'est certainement parce que Jérusalem et la Palestine devaient être au centre des débats de cette Réunion au Sommet que des Chrétiens s'y sont intéressés de très près et que des Musulmans ont vu, d'un œil favorable, la venue d'une Délégation des Chrétiens Orientaux, partie du Liban, à cette Conférence de Lahore. On sait l'intérêt que portait Paul VI à la Terre Sainte et le souci qu'il a démontré, maintes et maintes fois, de garder à Jérusalem son "caractère traditionnel". Tout récemment, des Chefs d'État non chrétiens étaient venus lui rendre visite et s'entretenir avec lui sur ce sujet, tel le Président Numeiry, du Soudan. Les premières initiatives seraient venues de l'ancien Président Charles Helou et de l'ancien ministre de l'Éducation, Ghassan Tuani, directeur du grand quotidien al-Nahâr. S. B. le Patriarche orthodoxe d'Antioche, Mgr Elias IV Mouawad, adhéra le premier au projet ; la hiérarchie orthodoxe, d'une part, et la Conférence des Évêques catholiques, d'autre part, mettaient toutes les Églises du Liban dans les mêmes dispositions. Le peu de temps qui fut réservé à la préparation ultime de la Délégation, de même que certaines tergiversations "administratives" de la part de la Conférence de Lahore (son Secrétariat), ont fait que les Églises d'Égypte n'aient pas eu le temps matériel de désigner un représentant : elles ont cependant été tenues au courant de tout le projet et l'ont soutenu de leurs vœux et de leurs prières. C'est dire que la Délégation représentait un effort de collaboration œcuménique très certain et témoignait de l'unité des Églises, puisque toutes s'y trouvaient représentées ou liées, avec l'accord du Nonce apostolique de Beyrouth, Mgr A. Bruniera.

La Délégation était composée de :

- S. B. Elias IV Mouawad, Patriarche orthodoxe d'Antioche, président de la délégation ;
- S. E. Mgr Georges Khodr, Métropolitain du Mont-Liban,
- Mgr Ignace Maroun, Secrétaire général de l'Assemblée des Patriarches et Évêques catholiques du Liban,
- M. Chaker Abou Seïman, Président de la Ligue Maronite, catholique,
- M. Chassa Tuani, Directeur du quotidien al-Nahâr, orthodoxe.

Il n'y eut d'"invitation officielle" envoyée que lorsque les responsables de la Conférence eurent appris que la Délégation était constituée : ce faisant, c'est la Délégation qui était invitée, et non point directement les Communautés religieuses qu'elle représentait. Dans le cadre d'une Conférence de Chefs d'États, la dite Délégation ne pouvait, cela va de soi, qu'avoir le statut d'observateurs : pour éviter certaines difficultés, voire certaines jalousies, c'est le statut d'invités, hôtes privilégiés, qui a été reconnu à la Délégation chrétienne. Il semble bien que les dernières résistances formulées contre l'admission de cette Délégation à la Conférence aient été brisées grâce aux interventions énergiques de la Délégation palestinienne, spécialement de M. Yasser Arafat, chef de l'Organisation de la Libération de la Palestine, ainsi que du roi Fayçal lui-même. Ceci a donc permis à la Délégation des Églises d'être reçue officiellement, tant au plan protocolaire qu'au plan humain et officiel. C'est encore sur l'intervention généreuse de M. Yasser Arafat qu'il fut décidé, en fin de compte, de donner "la parole" à la Délégation des Églises, après un vote positif de l'Assemblée en ce sens. Conçue collégialement et rédigée par Mgr Khodr, en arabe, la Déclaration était aussitôt traduite par des membres de la Délégation en français et en anglais, afin que tout soit "officiellement" clair : il faut noter, au passage, que le choix du vocabulaire arabe de la Déclaration a tenu grand compte du "langage musulman" en la matière.

Allocution de la Délégation chrétienne (23 février 1974, après-midi).

"Combien il est doux et bon, pour des frères, d'être ensemble", surtout réunis par Dieu dans la plus noble des rencontres.

Il est particulièrement agréable à notre Délégation de vous adresser, les regards élevés vers le Seigneur, une déférente salutation, empreinte de l'immense charité qui nous anime, et de vous exprimer les vœux que nous formons pour le succès de votre conférence alors que Jérusalem est au terme de votre inlassable pérégrination sur les chemins de la liberté.

C'est que vous et nous, oui, tous ensemble, nous sommes "engagés" vis-à-vis de Jérusalem, dans les espoirs communs que nous formons, dans la détermination qu'ensemble nous proclamons, dans les sacrifices les plus généreux que nous sommes toujours prêts à consentir.

Nous est-il, en effet, possible de perdre un instant de vue un si noble engagement alors qu'au plus profond de nous-mêmes nous portons l'inébranlable conviction que Jérusalem est devenue, pour l'humanité, cette nouvelle échelle de Jacob qui lui permet de s'élever jusqu'au Très-Haut et d'atteindre aux sublimes valeurs qu'Il répand sur elle en larges bénédictions ; cette Jérusalem où les Croyants se rencontrent avec le Seigneur, consacrés qu'ils sont à jamais, dans les deux mondes du Christianisme et de l'Islam, au service de la paix dans une constante soumission à ses divines lois et dans une indéfectible fidélité à l'Homme.

Nous sommes venus à vous, de nos Églises d'Orient, alors que nous lie à vous une amitié de plus en plus étroite au long des siècles et puisque, sous nos cieus, Dieu, dans sa bénignité et sa miséricorde, a voulu qu'éclate, à nos yeux le sens authentique d'une humanité une.

Nous avons, par suite, pris une claire conscience, jaillissant des profondeurs mêmes de cette humanité, que nous avons à transmettre au monde chrétien tout entier le vibrant appel de la Palestine, surtout si jamais cet appel venait, ici ou là, à ne point atteindre les cœurs.

C'est pour nous, aujourd'hui, une grande joie de nous adresser, du milieu de cette grandiose conférence islamique, à tous les Chrétiens de la terre et en même temps à tous les Musulmans du monde pour leur dire que Jérusalem demeure, pour eux tous, l'emblème de leur grandeur et de leur fierté. Nous leur déclarons aussi que le sol de Jérusalem, une fois libéré conformément aux impératifs de la justice et pour qu'éclatent hautement les valeurs intangibles de la justice, devient une source de bénédictions pour l'homme nouveau qui naît en notre monde, plus à même que jamais, lui aussi, de libérer son âme de toute injustice et sa patrie de toute oppression.

Nous sommes également heureux, en cette circonstance et en de si larges perspectives, d'adresser l'expression de la plus haute estime à Sa Sainteté le Pape Paul, lequel n'a jamais eu de cesse qu'il ne se préoccupe du sort de Jérusalem, qu'il ne s'oppose fermement à sa judaïsation et qu'il ne montre sa résolution à la voir rester toujours la Cité de la Foi. C'est ainsi seulement que Jérusalem pourra resplendir d'un éblouissant éclat en tant que lumineuse source de spiritualité ; c'est alors seulement que pourront se tourner vers elle les déshérités de la terre qui, de l'abîme de leur misère, aspirent à la plus grandiose vision dans laquelle la ville sainte apparaîtrait à tous ceux que l'on considère "les faibles de ce monde", comme le symbole d'un brillant renouveau et comme l'apogée de leur commune aspiration au jour béni de la montée de tout homme jusqu'à la plénitude.

Cet éblouissant halo qui doit couronner la ville sainte et que nous lui voulons pour toujours, rayonne sans conteste de la sainteté de la Parole qui lui fût destinée et qu'elle devait à son tour communiquer. Mais elle est en droit aussi de revendiquer un tel halo du fait de la constante présence de sa population arabe, bien que la force brutale ait pu, hélas ! depuis un quart de siècle, expulser de chez eux nombre de ses enfants. Ce peuple, en effet, persiste toujours dans sa bouillonnante vitalité et milite sans relâche pour recouvrer sa terre, Et, lorsqu'il s'agit de "retour", c'est lui, ce peuple, qui est vraiment concerné, car c'est à lui qu'il revient de rejoindre son lieu d'origine et de s'établir à nouveau, en permanence, dans ses foyers.

Il est également avéré que ce peuple est dépositaire d'une grande civilisation et

chargé de la noble mission de signifier le bien aux hommes. Dès lors, ce patrimoine dont, en permanence aussi, témoigne l'homme palestinien, s'incarne en son appel vibrant à recouvrer Jérusalem et à la peupler de nouveau, car c'est le propre de l'homme de réaliser, là, une "présence" que les pierres, elles, ne sauraient assurer. Voilà pourquoi le caractère palestinien de Jérusalem donne à la ville sainte de se présenter au monde sous l'aspect de l'humain et de l'universel, parce que la cause palestinienne n'est, en soi, qu'un pressant appel à une immense rencontre humaine par delà toute diversité, une rencontre qui se fasse dans la concertation, la connaissance et la vérité.

Resterait-il quelque authentique signification à des lieux-saints auprès desquels n'habiteraient plus les Croyants du pays où ils sont érigés ? Ceux-ci absents, les lieux-saints seraient réduits à n'être que de squelettiques vestiges de quelque passé révolu. La réalité, pour Jérusalem, ne peut être que tout autre, car les Croyants de Palestine sont toujours là, tendus dans une constante vigilance spirituelle. C'est que, deux mille ans durant, ils ont entouré ces hauts-lieux d'une vénération à jamais illustrée par l'historique rencontre de Omar et du Patriarche, laquelle est si chargée de signification et si empreinte de grandeur et d'amitié.

Dans le noble combat qu'aujourd'hui, nous menons ensemble, une rencontre islamo-chrétienne se situe dans la perspective d'une œuvre commune pour un renouveau humain au sein d'une arabilité authentique.

Mais le sionisme est intervenu avec ce qu'il comporte de racisme rigide et d'arrogance militaire, poussant à l'injuste expulsion d'une population innocente ; et c'est ainsi que se trouvèrent inversés les critères de valeurs familiers à l'Orient Arabe. Le sionisme n'a point davantage hésité à défigurer l'aspect historique de la ville sainte, profanant de la sorte le patrimoine spirituel commun que constitue, pour nous, Jérusalem et qui, non seulement comble nos vies de joie, mais soulève aussi en nous les élans de l'esprit créateur.

Vous et nous exigeons donc que Jérusalem demeure le bastion de la spiritualité la plus pure, au nom de laquelle il reste toujours possible de prendre la défense de l'homme et de sa dignité. Telle est notre commune détermination dans notre montée vers Dieu, ensemble, dans notre action ensemble et avec tous les hommes de bien, pour promouvoir la civilisation de demain. Il n'est rien en nous de l'avidité passionnée de conquérir. C'est sur la fraternité et le droit que nous voulons la fonder. Telles sont, d'ailleurs, les seules garanties d'une coopération fructueuse et bénéfique entre les peuples de la terre.

Et que la paix soit avec vous !

Échos de la Déclaration et de la Présence de la Délégation chrétienne.

La traduction française laisse assez deviner, pour qui sait l'arabe, combien la Déclaration devait correspondre au "langage" que tiennent communément Chrétiens et Musulmans au Moyen-Orient. Le Patriarche Elias IV Mouawad n'avait-il pas déclaré que la délégation "s'était rendue à Lahore pour proclamer devant le monde musulman tout entier que Jérusalem concerne les Chrétiens arabes tout autant que les Musulmans, sinon plus". La Délégation entendait bien être le porte-parole de toutes les Églises chrétiennes qui vivent en harmonie avec les Musulmans des quarante-cinq pays représentés au Sommet de Lahore (cf. document annexe). Églises qui sont bien conscientes, tout en étant minoritaires d'avoir une "vocation spéciale dans la communauté politique" pour garantir le bien commun, instaurer une coexistence pacifique et sauvegarder les valeurs morales et spirituelles.

Le Président de la Ligue Maronite affirmait, de son côté, que la Délégation des Chrétiens entendait porter au mouvement musulman "en esprit d'œcuménisme, un message d'amitié et de fraternité, manifestation d'unité et de rapprochement entre les deux religions". Quant à Mgr Maroun, Secrétaire Général de la Conférence des Patriarches et Évêques catholiques, il disait que la Délégation chrétienne était poussée par "la mission d'ouverture réciproque, de dialogue continu et d'action coordonnée pour la construction d'une culture basée fondamentalement sur les forces spirituelles". Le Chef de la Délégation n'avait-il pas réaffirmé que "Nous sommes une partie intégrante du monde arabe

et, donc, nous en embrassons et en défendons, sans aucune réserve, la juste cause et, spécialement, la souveraineté arabe sur la Cité Sainte". Comme le répète souvent la déclaration des Églises, c'est Jérusalem qui est au centre de l'attention et de l'affection de tous, ce qui est particulièrement vrai des Libanais, vu l'importance de la présence palestinienne au Liban et les liens séculaires qui unissent les populations libanaises et palestiniennes.

C'est pour cela que la Délégation, accueillie à l'aéroport de Lahore par le Président du Pakistan et le Premier Ministre pakistanais, a été définie par le Premier Ministre libanais (musulman sunnite) comme étant "le symbole même de ce que signifiait ce Sommet, dans la mesure où c'est là une coopération positive qui fait, de la vérité, une base de rencontre entre tous les peuples". Et l'ex-président du Conseil libanais Salam (musulman sunnite) devait souligner, pour son compte, que c'est là "un pas béni, particulièrement apprécié par tout Musulman et par tout Arabe... car il fait comprendre à l'Occident le point de vue des Chrétiens concernant la cause de Jérusalem et du peuple palestinien". Pour sa part, le Nonce apostolique au Liban, Mgr Alfredo Bruniera, avait déclaré que "la Délégation Chrétienne a donné au Sommet le sens d'une rencontre qui entre dans le plan de la Divine Providence, parce que les Musulmans ont ainsi pu mieux comprendre quelle est la position des Chrétiens vis-à-vis de Jérusalem et des Lieux-Saints". On sait que le Président égyptien Sadât a invité alors le Président de la Délégation chrétienne à se rendre au Caire, en visite officielle, pour coordonner une action commune avec les Chrétiens coptes égyptiens. Le quotidien cairote *al-Ahrâm*, de son côté, soulignait que cette présence de Chrétiens à Lahore était "le commencement d'un mouvement qui irait s'élargissant à dimension mondiale pour la libération de Jérusalem, grâce aux efforts conjoints des Chrétiens et des Musulmans".

La Déclaration Générale Officielle du Sommet Islamique.

Cette Déclaration comporte d'abord un Prélude où sont énumérées les participants au Sommet : Rois, Chefs d'État, Chefs de Gouvernement et Ministres de trente-sept pays, comme membres ; une Délégation des Chrétiens Orientaux, le Secrétariat de la Ligue Arabe, une Délégation de la Conférence du Monde islamique, comme "hôtes".

La Première Partie énonce les principes d'unité et de coopération entre les Pays membres :

1. La coopération des Pays musulmans est basée sur la foi qui leur est commune et sur les principes d'égalité, de fraternité, de dignité de l'homme et de libération de celui-ci de toutes les formes de discriminations.
2. Adhésion à la lutte pour le développement économique de tous les pays du monde, conduite par les Peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.
3. Promotion de la paix mondiale sur la base de la liberté et de la justice sociale.
4. Coopération entre pays musulmans et respect de l'indépendance, de l'unité et de l'autonomie interne de ces pays.
5. (5+6) Appréciation de la coopération musulmane dans la lutte commune.

La Deuxième Partie traite seulement des problèmes du Moyen-Orient :

1. La cause arabe est celle de tous les pays qui luttent contre l'agression.
2. Aide complète et efficace aux Pays Arabes pour recouvrer la totalité des territoires occupés.
3. La cause de la Palestine est la cause de tous ceux qui croient au droit dont dispose tout peuple de déterminer, par lui-même, son propre destin.
4. La solution du conflit au Moyen-Orient dépend du rétablissement de tous les droits du peuple palestinien.

5. La Communauté internationale et les États qui ont donné leur accord à la division de la Palestine en 1947 sont responsables des injustices commises depuis lors contre le peuple palestinien.
6. (6/7/8) La question de Jérusalem (cf. le paragraphe suivant...)
9. Reconnaissance de l'aide et du soutien fournis par les Pays africains et autres à la cause arabe.
10. Le "désengagement" doit être un pas vers le retour total des territoires occupés par Israël aux États dont ils relèvent et le rétablissement du peuple palestinien en tous ses droits nationaux.

La Troisième Partie envisagerait des décisions dans l'ordre économique :

1. Supprimer la pauvreté, les maladies et l'ignorance dans tous les pays musulmans.
2. Mettre fin à l'exploitation des pays en voie de développement par les pays "développés".
3. Organiser les échanges commerciaux entre ces mêmes pays.
4. Garantir la souveraineté et le contrôle entier des pays en voie de développement sur leurs propres ressources naturelles.
5. Limiter les difficultés économiques actuelles dues à la récente augmentation du prix du pétrole.

La Conclusion décidait la création d'un Comité des Huit pour mettre en acte les décisions ici énumérées (Algérie, Égypte, Kuwait, Libye, Pakistan, Arabie saoudite, Sénégal et Fédération des Émirats arabes).

Les paragraphes 6, 7 et 8 de la Deuxième Partie, sur Jérusalem.

Voici le texte intégral de ces paragraphes, alors que l'on n'a fourni que le résumé analytique de la Déclaration pour tout ce qui a précédé :

- a. Jérusalem est le symbole unique de la rencontre convergente de l'Islam avec les religions divines.
- b. Pendant plus de 1.300 ans, les Musulmans ont conservé et préservé Jérusalem comme un bien pour tous ceux qui la vénèrent.
- c. Les Musulmans, seuls, peuvent être les gardiens fidèles et impartiaux (de Jérusalem), pour la simple raison qu'ils sont les seuls à croire, en même temps, aux trois religions révélées qui ont leurs racines à Jérusalem.
- d. Les efforts constructifs entrepris de la part des Églises chrétiennes du Monde entier et des Pays arabes, particulièrement du Liban, de l'Égypte, de la Jordanie et de Syrie, pour exposer à l'opinion publique international la "question de la Palestine" dans les Conférences religieuses mondiales et l'effort déployé par elles auprès de tous pour soutenir la souveraineté arabe sur Jérusalem et les autres lieux saints de la Palestine, doivent être hautement appréciés.
- e. Aucun accord ou protocole qui prévoirait la continuation de l'occupation de la Cité sainte par Israël ou le passage de celle-ci à une souveraineté non-arabe, ou qui en ferait l'objet d'un compromis ou de concessions, ne saurait jamais être accepté par les Pays musulmans.
- f. Qu'Israël se retire de Jérusalem est une condition importante et intangible pour

parvenir à une paix durable dans le Moyen-Orient.

- g. Toute mesure prise par Israël pour changer le caractère des territoires arabes occupés et, en particulier, des lieux saints de Jérusalem est une violation flagrante de la Loi internationale et heurte les sentiments des États membres de la Conférence islamique et du Monde musulman en général.

(Rappel est alors fait des cinq Résolutions votées par l'O. N. U. entre 1968 et 1971, concernant Jérusalem :

- résolution n° 250 du 27 avril 1968 interdisant à Israël d'effectuer des revues militaires dans Jérusalem,
- résolution n° 251 du 2 mai 1968 condamnant la violation, par Israël de la résolution précédente,
- résolution n° 252 du 21 mai 1968 rappelant les deux précédentes résolutions et condamnant l'occupation des territoires, par la force ; considérant, par suite, nulles et non avenues les mesures administratives et législatives prises dans ce domaine,
- résolution n° 296 du 3 juillet 1969 renouvelant la résolution précédente,
- résolution n° 298 du 25 septembre 1971 rappelant toutes les résolutions précédentes et se prononçant contre la judaïsation de Jérusalem).

Conclusion

Ainsi donc Jérusalem s'est trouvée être au centre et au cœur des discussions et des résolutions de ce Sommet islamique de Lahore. Il était naturel qu'une Délégation des Églises chrétiennes du Moyen-Orient y soit présente et y témoigne, en étroite union avec les autres Églises, du souci commun des Chrétiens pour la sauvegarde de Jérusalem dans son "authenticité" et du peuple palestinien dans ses droits "souverains". Cette présence, où les Libanais chrétiens de toutes confessions, ont joué un rôle primordial, rappelait ainsi aux Responsables des États islamiques que les Chrétiens se sont "engagés" pour Jérusalem et la Palestine : Conférences des Chrétiens pour la Palestine, initiatives libanaises, etc...

Le paragraphe d) reproduit intégralement (en traduction) fait clairement allusion à ces efforts des Chrétiens. Faut-il rappeler ici l'activité déployée par le Ministre libanais des Affaires étrangères, Mr Fouad Naffah, chargé par la Ligue arabe de déployer une mission d'information et de "conscientisation" auprès de plusieurs pays de l'Amérique latine (voyages à Cuba, Venezuela, Mexique, Colombie, Argentine, Uruguay et Brésil, l'hiver dernier, conclus par une audience auprès de Paul VI, le 7 février dernier).

Il incombe donc à chaque chrétien de renouveler son effort de compréhension vis-à-vis du problème palestinien et de ce problème plus particulier qu'est celui de la Cité Sainte de Jérusalem, chère aux Juifs, aux Chrétiens et aux Musulmans tout à la fois (2). La chose n'est pas facile, d'autant plus qu'on peut se laisser facilement entraîner à un "confusionisme" invraisemblable dans ce domaine : les propagandes politiques et les idéologies à base religieuse tendent tour à tour de mobiliser l'opinion chrétienne au nom d'arguments qui ne sont pas toujours des plus purs ; en outre, le difficile effort de Dialogue religieux poursuivi par certains Chrétiens avec leurs amis juifs et par d'autres avec leurs amis musulmans n'est pas sans engendrer parfois des déclarations ou des affirmations qui vont bien au-delà du caractère "religieux" du Dialogue lui-même. Qu'on se rappelle ce qu'il advint à Pâques 1973 d'une certaine déclaration effectuée à Paris par le Comité épiscopal français pour les rapports avec le Judaïsme et des réactions ou désapprobations diverses suscitées par ce texte qui, en certains passages, semblait aboutir ou aboutissait à des conclusions de type politique. L'épiscopat d'Afrique du Nord fit alors une "mise au point" des plus nettes et l'on attend toujours, de la part du Comité similaire pour les rapports avec l'Islam un texte qui vienne équilibrer ce que le précédent avait de trop abrupt ou de trop partial.

Il est évident que le Chrétien engagé dans ce genre de Dialogue doit s'efforcer de comprendre le point de vue de l'autre (et donc accepter la "lecture juive" faite par les Juifs et la "lecture

musulmane" faite par les Musulmans sur les événements qui les affectent ou les blessent), sans pour autant faire siennes les thèses ou les revendications exclusives des amis qu'il tente de rejoindre sans jamais devenir l'un d'entre eux : c'est ce qu'a tenté de faire la Délégation des Églises à Lahore. On aura noté combien différents sont les "langages" qu'y ont tenus les Musulmans et les Chrétiens à propos de Jérusalem : c'est à travers et, peut-être à cause de cette diversité que tous doivent d'autant mieux souligner les lignes de convergence et les valeurs communes que Jérusalem inspire aux uns et aux autres, sans en exclure les Juifs en tant qu'ils sont, eux aussi, des Croyants et en sachant les distinguer de l'État israélien.

Peut-on souhaiter que la réflexion théologique des Chrétiens aille plus loin encore dans la "lecture" des faits afin d'interpréter quelle peut être aujourd'hui la signification historique de Jérusalem pour tous ceux qui adorent le même Dieu ? Un Document Annexe n° 1, reproduit ci-après, livre ici les éléments de méditation sur lesquels sont récemment tombés d'accord, à Rome, près d'une centaine de Chrétiens et de Chrétiennes de toutes nationalités servant en plus de vingt pays musulmans différents. On y pourra apprendre comment faire les distinctions nécessaires et s'efforcer déjà d'en traduire les exigences au simple niveau du langage en ne mélangeant pas indûment des qualificatifs comme "juif", "hébreu", "israéliens, qui signifient une appartenance religieuse, ou raciale, (ou ethnique), ou politique, et en aidant nos frères à se rappeler que, si beaucoup d'Arabes sont musulmans, bien des Chrétiens, au Moyen-Orient et surtout en Palestine, sont arabes et témoignent d'une fidélité, difficilement maintenue, qu'il nous faut savoir admirer, proclamer et soutenir (3).

Maurice BORRMANS

NOTES

1. Ce Document a utilisé partiellement les diverses informations parues dans le quotidien *Le Monde* (Paris) (Nos du 23/2/74, p. 3 ; des 24-25/2/74, pp. 1 et 4 ; du 26/2/74, éditorial et toute la p. 5) ainsi que le texte arabe de la Déclaration des Églises chrétiennes, aimablement prêté par Mgr Maroun. Il s'inspire essentiellement du n° du 4/3/1974, anno XVIII, n° 28, du *Bulletin de Radio Vaticana* (direzioe dei programmi), série Studi (9 p.) tout comme il tient compte des témoignages oraux de Mgr Khodr et de Mgr Maroun, lors de leur passage à Rome, parmi nous. La presse a, généralement, peu parlé de la Délégation chrétienne...
2. Cf. le document *Comprendre*, saumon, n° 93, du 1/2/70 : Jérusalem, cité de la réconciliation ou signe de contradiction (11 p.).
3. Cf. le document *Comprendre*, blanc, n° 79, du 14/1/71 : Les Chrétiens de Transjordanie (A. Ferré) (15 p.).

ANNEXE N° 1.

ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION CHRÉTIENNE SUR LE PROBLÈME PALESTINIEN

Une réflexion chrétienne sur le problème palestinien doit nécessairement se situer à deux plans :

1) Au plan théologique.

A. Le mystère d'Israël.

Sur la base de l'épître de St Paul aux Romains, 9,11, venant au terme de toutes les promesses bibliques, le Chrétien est invité à réfléchir sur le destin du Judaïsme post-chrétien. Cette réflexion est légitime. Nous avons d'ailleurs à la poursuivre également par rapport à l'Islam. Mais il faut reconnaître qu'il s'agit d'une question théologique très obscure. L'Écriture, en effet, nous parle avant tout de la marche des hommes vers Jésus-Christ, seul nom par lequel nous puissions être sauvés. Jusqu'à ce jour, la Tradition chrétienne n'avait guère cherché à comprendre le sens des autres familles religieuses.

C'est pourquoi, si la recherche sur ce plan est une exigence du dialogue, il ne semble pas qu'une Église particulière puisse se permettre de présenter des hypothèses théologiques comme une base suffisamment sûre pour étayer un Directoire pastoral. Tenter de le faire par rapport au mystère d'Israël serait actuellement, plus qu'une imprudence, une injustice. En effet, dans la conjoncture

actuelle, un jugement théologique sur ce plan aura des répercussions inévitables dans la vie de millions de personnes. Une hypothèse théologique ne peut se payer à ce prix-là.

B. Le don de la terre à Israël.

Le don de la terre à Israël est au centre du débat politico-religieux concernant l'existence de l'État d'Israël actuel. Sur ce point précis, l'affrontement entre les diverses exégèses est particulièrement visible. Beaucoup d'exégètes sont très sensibles aux opinions des partisans d'un droit religieux à l'existence de l'actuel État d'Israël. Or, il nous paraît évident que Dieu n'a jamais voulu exterminer les sept peuples qui occupaient l'ancienne terre promise, pour donner Chanaan aux Fils d'Israël. Dieu n'a jamais décidé d'arracher la terre d'un peuple pour la donner à un autre. Mais Israël a lu son histoire nationale comme un don de Dieu. La Bible est l'acte de foi par lequel l'ancien Israël rapporte à son Dieu ses joies, ses triomphes et ses souffrances. Il est inconcevable que l'on puisse argumenter à partir de cette attitude religieuse du passé pour justifier des conquêtes dans le présent.

2) Au plan politique.

Le problème palestinien actuel est donc à juger au plan politique. Mais pour un Chrétien ce jugement est une exigence de sa foi. Car l'Évangile m'appelle à entendre le cri de celui qui est maintenant victime de l'injustice. Évidemment, il me faut ensuite savoir si sa revendication est juste et cela ne peut résulter que d'une analyse historique, politique, etc... Cette analyse ne découle pas directement de ma foi. Mais la foi m'oblige à l'entreprendre.

Concrètement, actuellement, j'entends le cri des Palestiniens, car ce sont eux qui maintenant demandent que justice leur soit rendue. Or les Palestiniens proposent une solution qui, mettrait un terme à l'injustice : faire un pays où seraient acceptées, à part entière, tous les habitants actuels de la Palestine, Juifs, Musulmans et Chrétiens. Ce projet paraît présenter une solution juste.

Du côté israélien, on estime le contraire, craignant qu'un tel État n'aboutisse, en fait, à une nouvelle oppression, dont les Juifs seraient, cette fois, les victimes. C'est possible. Mais alors nous devons demander aux Juifs quelle autre solution ils proposent pour faire droit aux cris de ceux qui demandent que justice leur soit rendue. Car la situation actuelle ne peut, en aucun cas, représenter une solution juste. Bien au contraire, l'injustice s'aggrave chaque jour puisque, en vertu du principe constitutif de l'État d'Israël, tout Juif dans le monde est appelé à prendre sa place dans la Palestine actuelle, c'est-à-dire la place d'un Palestinien.

ANNEXE N° 2

ELEMENTS DE STATISTIQUES FOURNIS PAR THE PAKISTAN TIMES (22/2/74)

		Pop.totale	Pop.musulmane	%	Revenu
1)	Afghanistan (Kabul)1	17.500	17.320	99	85(1)
2)	Albania (Tirana)1	2.350	1.520	73	320
3)	Algéri'a (Algiers)I	15.700	14.440	92	260 (1)
4)	Bahrain (Manama)	0.220	0.210	99	?(1)
5)	Bangladesh (Dacca)	75.000	65.250	87	60
6)	Cameroon	6.110	3.350	55	174
7)	Central Afriéan Republic(Bangui)1	1.600	0.880	55	136 (2)
8)	Chad (Fort Lamy)	4.000	3.400	85	73 (1)
9)	Dahomey (Porto-Novvo)	3.000	1.950	65	75 (2)
10)	Egypt (Cairo)	36.000	32.760	91	102 (1)
11)	Ethiopia (Addis Ababa)	26.600	17.290	65	70 (2)
12)	Gambia(Bathurst)	0.400	0.330	84	95
13)	Guinea (Conakry)	4.180	3.550	85	174 (1)
14)	Indonesia (Djakarta)	132.000	124.080	94	90 (1)
15)	Iran (Teheran)	31.500	30.870	98	376 (1)
16)	Iraq (Baghdad)	10.000	9.500	95	308
17)	Ivory Coast (Abidjan)	4.510	2.480	55	287 (2)
18)	Jordan (Amman)	2.600	2.36b	91	270 (1)
19)	Kuwait (Kuwait)	0.900	0.890	99	3.700 (1)
20)	Lebanon (Beirut)	3.000	1.710	57	500 (1-2)
21)	Libya (Tripoli)	2.100	2.010	96	2.036 (1)
22)	Malaysia (Kualalumpur)	11.300	5.760	51	349 (1)
23)	Maldivé Islands (Male)	0.120	0.120	100	67
24)	Mali (Bamako)	5.400	4.320	80	70 (1)
25)	Mauritania (Nouakchott)	1.200	1.200	100	160 (1)
26)	Morocco (Rabat)	17.000	16.150	95	212 (1)
27)	Niger (Niamey)	4.300	3.820	89	70 (1)
28)	Nigeria (Lagos)	59.400	44.450	75	109
29)	Oman (Muscat)	0.750	0.740	99	121 (1)
30)	Pakistan (Islamabad)	64.890	62.940	97	136 (1)
31)	Qatar (Doha)	0.180	0.170	99	1.860 (1)
32)	Saudi Arabia (Riyadh)	8.000	8.000	100	577 (1)
33)	Senegal (Dakar)	4.100	3.480	85	190 (1-2)
34)	Sierra Leone (Freetown)	2.800	1.680	60	125 (1-2)
35)	Somalia (Mogadishu)	3.000	2.940	98	65(1)
36)	South Yemen (Medina al-Shaab)	1.400	1.370	98	106
37)	Sudan (Khartoum)	17.000	13.940	82	100 (1)
38)	Syria (Damascus)	16.700	5.820	87	208 (1)
39)	Tanzania (Dar es Salam)	14.200	8.230	65	80 (2)
40)	Togo (Loure)	2.000	1.100	55	133 (2)
41)	Tunisia (Tunis)	5.600	5.200	93	451 (1)
42)	Turquey (Ankara)	38.000	37.240	98	437 (1).
43)	Union of Arab Emirats (Abu Dhabi)	0.263	0.260	99	? (1)
44)	Upper Volta (Ouagadougou)	5.500	3.020	55	55
45)	Yemen (Sanna).	6.060	5.990	99	75 (1)
	Total	658.430	573.190		

La note (1) indique que cet état participait déjà à la précédente Conférence islamique et la note (2) signale que le chef de l'État, actuellement, n'est pas musulman.

Commentaire (NDLR).

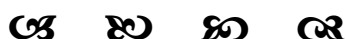
Une simple réflexion sur ces chiffres nous fait déjà poser quelques questions. Quels sont les citoyens qui ne sont pas musulmans en Tunisie, Algérie, Maroc, etc... ? S'agit-il de vieilles statistiques qui intégraient la population européenne (non musulmane), ou de nouvelles qui intègrent ainsi les "coopérants" ou d'autres "résidents" ? Le quotidien ne donne pas ses sources. Il apparaît, en outre, que son souci était de démontrer que tous ces pays représentés à Lahore comportaient une majorité de musulmans et que tous n'avaient pas toujours un chef de l'État musulman.

Or, à consulter l'Annuaire Afrique 71/72, publié par l'hebdomadaire Jeune Afrique, dont on sait les complaisances pour tout ce qui est musulman et les réticences pour ce qui est chrétien, on remarque que :

- ❖ le Cameroun, avec 5.707.000 d'hab., comporte 40 à 45 % d'animistes, 35 à 40 % de Chrétiens et 20 à 25 % de Musulmans,
- ❖ la Côte d'Ivoire, avec 4.500.000 d'hab., comporte 60 % d'animistes, 22,8 % de Musulmans et 13,5 % de Catholiques,
- ❖ le Dahomey, avec 2.718.000 d'hab., comporte 68 % d'animistes, 15 % de Musulmans et 14 % de Catholiques,
- ❖ l'Ethiopie, avec 24.800.000 d'hab., comporte 50 % de Chrétiens orthodoxes, 35 % de Musulmans et 15 % d'animistes et juifs (sic !),
- ❖ la Haute-Volta, sur 5.278.000 hab., a 2.500.000 d'animistes, 1.200.000 de Musulmans et 220.000 de Catholiques,
- ❖ le Mali, avec ses 4.881.000 hab., a 60 % de Musulmans, 40 % d'animistes et 20.000 Catholiques,
- ❖ le Nigeria, sur une pop. de 52.800.000, comporte 47 % de Musulmans, 35 % de Chrétiens et 18 % d'animistes,
- ❖ la République centre africaine (1.518.000 hab.), a 60 % d'animistes, 276.000 Chrétiens et 50.000 Musulmans,
- ❖ la Tanzania, sur 12.900.000 hab., a 3.100.000 Musulmans, 2.600.000 Chrétiens, le reste de la population étant animiste.
- ❖ le Togo, avec 1.815.000 hab., a 70 % d'animistes, 369.000 Chrétiens et 135.000 Musulmans.

On notera que l'Ouganda n'était pas présent à Lahore...

Voir pour comparaison utile le n° *d'Hommes et Migrations* n°. 837 du 15/1/973.



S. M. A. Comprendre 20, rue du Printemps PARIS C. C. P. : 15 263 74
--